

GEOPOCENE : REPENSER LA GEOPOLITIQUE A L'HEURE DE L'ANTHROPOCENE

Par **Amaël Cattaruzza**

Géographe, Professeur des Universités à l’Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis.

Amaël Cattaruzza est professeur des Universités à l’Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis. De 2020 à 2024, il a été Président du Comité National Français de Géographie. En 2025, il est directeur scientifique du 36^e Festival International de Géographie, sur le thème « pouvoir ». Ses travaux ont successivement porté sur différents objets que sont les conflits, les frontières, les identités, le numérique, et l’épistémologie de la géopolitique. Il mène également des recherches depuis plus de vingt ans sur la région des Balkans. Il est l'auteur ou le co-auteur de plusieurs ouvrages dont *Géopolitique des données numériques* (La Cavalier Bleu, 2019) et *Introduction à la géopolitique* (Armand Colin, 2023).

Aujourd’hui, et peut-être plus que jamais, les transformations environnementales majeures sont redoublées voire accélérées par des tensions et affrontements géopolitiques. Dans ce contexte, l’analyse des conflictualités ne peut se passer de prendre en compte le bouleversement des équilibres planétaires qui est tantôt le corollaire tantôt le catalyseur de multiples antagonismes humains.

Méga-feux en Australie entre 2019 et 2020, destructions de plus de 18,6 millions d’hectares de forêts, plus de 3 milliards d’animaux tués ou blessés. Sécheresse en Somalie en 2022, plus de 40 000 morts. Guerre en Ukraine depuis février 2022 : jusqu’en juin 2025, près de 200 000 morts, des territoires bombardés à perte de vue.

Conflit israélo-palestinien depuis octobre 2023 – près de 65 000 morts et plusieurs centaines de milliers de blessés et de déplacés. Dans un contexte où les phénomènes de dégradations écologiques se déroulent en même temps que la recrudescence des guerres et des rivalités géopolitiques, il est devenu

difficile d'articuler les analyses stratégiques du monde et de hiérarchiser les actions à privilégier.

À quoi faut-il faire face ? À la guerre ou à la catastrophe écologique ? Aux deux dirons-nous. Pour autant, l'articulation de ces deux objets n'est pas toujours évident à opérer tant chacun semble nous renvoyer vers des facteurs différents, vers des constats antagonistes, et vers des préconisations et des actions divergentes. En quoi la géopolitique peut-elle encore nous aider, en tant qu'outil d'analyse, à interpréter le monde et à articuler ces différents enjeux, avec leurs lots d'opportunités et de menaces ? L'analyse des rivalités de pouvoir sur des territoires^[1], et les méthodologies qui lui sont traditionnellement associées, suffisent-elle à rendre compte de ce qui se joue à l'ère de l'anthropocène ?

Cette question est aujourd'hui au cœur des débats, et les travaux sur les relations entre géopolitique et environnement se multiplient. Bien évidemment, il ne s'agit pas ici de restituer l'ensemble des réflexions et des controverses sur le sujet, mais plutôt de souligner ce qui, dans ces travaux, appelle à une évolution des méthodes et des perspectives de la géopolitique en tant que discipline, en essayant de réfléchir aux différents niveaux d'interactions qui se nouent entre les objets qu'elle étudie et les enjeux environnementaux.

Aussi, si je propose l'expression de « Géopocène », contraction de géopolitique et d'anthropocène, ce n'est pas avec la prétention de créer un nouveau concept – même si je pressens que cela pourrait être utile et pertinent – mais pour suggérer que si nous prenons au sérieux la notion d'anthropocène, alors nous devons en conclure que la géopolitique n'influe pas seulement sur notre monde, mais aussi sur notre planète. Cela nous engage donc, au-delà même d'une simple étude géopolitique des questions environnementales, de commencer à envisager la manière dont la discipline en tant que telle se trouve impactée, elle et l'ensemble des objets qu'elle étudie. Ce projet gigantesque dépasse évidemment la cadre de ce simple article, qui se bornera, de manière beaucoup plus modeste, à esquisser quelques pistes de réflexions autour d'études de cas territorialisées.

De l'importance du territoire et des études de cas en géopolitique

Sans faire l'inventaire des approches déjà proposées, l'éclairage que nous proposons ici se voudrait empirique en s'attachant à l'échelle de territoires identifiés et circonscrits, plutôt qu'à des niveaux plus larges, internationaux ou globaux. De fait, l'analyse territoriale, et les terrains qu'elle suppose pour le chercheur, permet mieux, il me semble, d'entrevoir des évolutions possibles en termes de méthodologies et d'approches pour la discipline. De fait, dans un contexte où l'action de l'homme modifie les équilibres biologiques planétaires, et où les temporalités humaines et géologiques se percutent, les études de cas territorialisées rendent possible une observation très concrète et très fine des acteurs en jeux à différentes échelles et sur différentes temporalités et de leurs interactions multiples avec le milieu dans lequel ils évoluent.

En ce sens, l'entrée en scène de la notion d'anthropocène, confirmée par le réchauffement climatique et ses conséquences planétaires, demande évidemment à être prise en compte dans l'analyse géopolitique. Il me semble impossible de réfléchir de la même manière et avec les mêmes critères que ceux utilisés à la fin des années 1970. Le politique, dans toutes ses dimensions, doit être pensé à l'aune des modifications planétaires complexes qu'il opère à court, moyen et long termes.

Pour comprendre comment le territoire nous permet d'articuler les interrelations multiples entre acteurs et environnement, je propose d'évoquer brièvement trois exemples. Tout d'abord, un cas autour de la question des méga-feux qui, comme de nombreuses catastrophes issues des dérèglements climatiques, s'invite aujourd'hui sur la scène internationale et devient une question géopolitique. Cela est en particulier le cas au Canada où les incendies de forêts saisonniers impliquent différents acteurs politiques, des enjeux d'aménagements, des agents de sécurité et de gestion de crise, des acteurs de l'industrie forestière, des revendications de populations autochtones, entre autres.

De la même manière, la question de l'accès à des ressources décarbonées et durables amène les acteurs internationaux à se positionner autour de nouveaux minerais stratégiques, comme le lithium dont l'exploitation est considérée comme stratégique en Europe, et qui a fait l'objet d'un conflit social d'ampleur

en Serbie ces dernières années autour du projet de mine controversé du village de *Gornje Nedeljice*. Enfin, l'analyse des conflits armés, au cœur de la géopolitique, est elle-même même ébranlée par ce contexte de l'anthropocène. Au-delà des enjeux stratégiques, la guerre en Ukraine a par exemple rappelé l'intérêt d'étudier les enjeux agricoles, la question de l'accès aux ressources et aux terres rares, les enjeux du nucléaire, les dégradations environnementales issues des combats et la manière dont l'économie de guerre perturbe durablement les équilibres planétaires.

Des feux de forêts et de la géopolitique

Quelques éléments de départ peuvent être tirés des travaux en cours sur les dimensions géopolitiques des feux de forêts. De fait, l'apparition et la multiplication des méga-feux sur la scène internationale sont devenus l'un des symboles des conséquences du réchauffement climatique, et influent chaque année toujours un peu plus sur l'actualité géopolitique et diplomatique, renforçant les inégalités entre le Nord et le Sud, mais aussi entre les États suivant leur niveau de développement et leur capacité à faire face à ces menaces, et en leur sein même avec des populations plus ou moins exposées au risque. L'étude de ce phénomène ne peut donc pas se limiter à une simple lecture environnementale, qui appellerait une solution technique ou des réponses limitées à la gestion du feu.

Dans [un article sur la géopolitique des méga-feux dans les forêts canadiennes](#) paru dans la revue Hérodote en 2024, Clara Aubonnet, doctorante à l'Institut Français de Géopolitique, appelle au contraire à considérer un ensemble de facteurs, qui, accompagnant le réchauffement climatique, permet de résituer différents niveaux d'analyses géopolitiques dans lesquels ces phénomènes s'inscrivent. L'appropriation coloniale de la nature lors de la constitution du système confédéral canadien et la marginalisation des peuples autochtones qu'elle engendre – amenant à oublier les pratiques traditionnelles de brûlage – sont parmi les éléments qu'elle met en avant.

L'une des questions posées par cette approche – et qui rejoint en partie les réflexions du géographe Simon Dalby sur la question[\[2\]](#) – repose sur la manière d'interpréter le politique, et ses différentes temporalités, au regard des

évolutions climatiques et environnementales. Au Canada, la mise en place d'une exploitation industrielle de la forêt, corollaire de la colonisation, a modifié les écosystèmes et a rendu ces espaces plus vulnérables aux épidémies, aux nuisibles, et aux incendies. De la même manière, les politiques de peuplement et l'accroissement de la démographie dans les espaces forestiers accroissent les risques de déclenchement des incendies. Enfin, la promotion culturelle, issue de la mise en ressource des forêts, d'une représentation du feu comme un « ennemi », et l'association systématique dans les imaginaires populaires de la forêt et du pompier, ont réduit les possibilités d'envisager d'autres alternatives politiques.

Minerais, ressources et géopolitique

Autre sujet, autre cas. La décarbonation des économies s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux enjeux politiques de la lutte contre le réchauffement climatique. Cette dynamique met en lumière la question stratégique de l'accès aux minerais dits « critiques », en particulier le lithium, indispensable à la production de batteries. Son extraction, actuellement très concentrée dans quelques pays (notamment le Chili, l'Australie, l'Argentine, et la Chine), connaît une forte expansion et constitue désormais un enjeu de souveraineté pour de nombreux acteurs, dont l'Union européenne, qui cherchent à anticiper leurs besoins futurs dans le cadre de la transition énergétique.

Or ce contexte ravive paradoxalement la question de l'extraction minière en Europe, suscitant de nouveaux conflits sociaux autour de projets d'infrastructures. Le projet de mine de *Gornje Nedeljice* en Serbie en offre une illustration révélatrice. Lancé en 2019 après plus de dix ans de prospections, il a provoqué, à partir de 2021, un mouvement de contestation d'abord local puis national : manifestations, blocages routiers et diverses actions ont conduit à sa suspension en décembre 2021, à l'approche des élections présidentielles serbes, avant qu'il ne soit relancé en 2024 avec le soutien de l'Union européenne.

Ce cas met en évidence l'imbrication complexe des enjeux environnementaux et géopolitiques. Il se déploie dans un contexte marqué par un pouvoir aux

tendances autoritaires, un projet jugé stratégique par l'Union européenne pour sa transition énergétique et le développement futur de la production de batteries électriques, ainsi que des intérêts privés portés par Rio Tinto. L'opposition au projet est, quant à elle, hétérogène : elle mêle revendications écologiques, positions nationalistes, critiques du pouvoir et dénonciations de la corruption.

L'analyse de cette situation peut s'inscrire dans les approches classiques de la géopolitique locale, centrées sur les conflits d'aménagement. Elle invite également à interroger les nouvelles idéologies associées aux questions environnementales et les visions du monde qu'elles véhiculent : de la notion de « développement durable » à celle de « bien commun », des projets de géo-ingénierie aux stratégies de sobriété, ou encore aux initiatives de ré-ensauvagement. Ces différentes conceptions, portées par des réseaux multiples – institutionnels, économiques, militants – s'articulent de manière contrastée aux contextes politiques locaux et nationaux dans lesquels elles s'insèrent, et demandent à réfléchir à la manière dont nous rendons compte de ces nouvelles dimensions des conflits politiques et sociaux.

De la guerre au temps de l'anthropocène

Enfin, l'étude de la guerre elle-même n'est-elle pas en cours d'évolution dans le contexte de l'anthropocène ? Bien entendu, les analyses militaires, stratégiques, l'étude des rapports de force entre les différents belligérants, des modes de coercitions toujours plus hybrides, restent une part importante et sans aucun doute nécessaire de l'approche géopolitique. Pour autant, d'autres voix se font entendre, comme les travaux fondateurs de l'historien Timothy Mitchell sur le rapport entre émergence de la démocratie et exploitation des hydrocarbures^[3], du philosophe Pierre Charbonnier sur l' « écologie de guerre »^[4], montrant les liens entre conflits et perspectives de sobriété imposées par le contexte matériel et politique, ou encore ceux du géographe Gerard Toal montrant comment les pratiques et les imaginaires géopolitiques étatiques accélèrent la catastrophe écologique^[5].

Or l'approche territoriale pourrait ici aussi trouver de nouveaux objets d'études. Le cas de l'invasion russe en Ukraine peut fournir quelques éléments

de réflexions sur cette articulation nécessaire entre l'étude des acteurs et celle du milieu dans lequel ils évoluent. De fait, la matérialité du conflit s'est très vite portée sur les enjeux agricoles – enjeux qui ont pesé sur la diplomatie alors qu'une grande partie du monde dépendait des céréales ukrainiennes et russes.

De la même manière, les débats autour des combats à proximité de la centrale de Zaporija et des conséquences écologiques d'une dégradation de l'infrastructure, ont également été des éléments contextuels du conflit, instrumentalisés par les parties. Enfin, les dégradations environnementales, utilisées quelques fois comme armes de guerre, font partie des réflexions que la géopolitique doit pouvoir envisager pour mieux appréhender la complexité des situations. De fait, ces réflexions stratégiques autour des enjeux environnementaux dans le secteur de la défense, commencent aujourd'hui à être prise en compte par les analystes, comme le montre par exemple les travaux du politiste Adrien Estève en France[6].

Quelques pistes d'évolutions méthodologiques

Ainsi, à l'échelle des territoires, de nouveaux conflits émergent sur l'appréciation et la gestion des ressources environnementales, et viennent s'articuler avec des rivalités géopolitiques anciennes liées aux conquêtes et à l'appropriation territoriale ; dans le même temps de nouvelles inégalités se jouent entre des espaces fragilisés par les conséquences des dérèglements climatiques et écologiques, et d'autres moins impactés, plus résilients, mieux préparés – annonçant de nouvelles rivalités potentielles. Les modifications planétaires en cours impactent déjà violemment les sociétés humaines, et ces transformations vont s'accentuer au cours des prochaines années. Cet enjeu soulève des défis considérables pour repenser l'articulation entre les acteurs, leurs stratégies, leurs actions, leurs représentations et le contexte socio-environnemental dans lequel ces acteurs s'insèrent et qu'ils participent collectivement à transformer.

Sans révolutionner les méthodes d'analyses traditionnelles, qui cherchent à articuler différents niveaux d'analyses et différentes temporalités, nous voyons au travers de ces différents exemples apparaître certaines inflexions et évolutions qui méritent d'être évoquées, en particulier concernant

l'interaction entre acteurs humains et agents non-humains, et la manière dont les temporalités de ces deux ensembles se répondent aujourd'hui.

De fait, la géopolitique a tendance à considérer le cadre géographique comme une ressource stratégique dans le jeu des acteurs. Le géographe britannique Halford John Mackinder, considéré comme l'un des pères fondateurs de la discipline au début du siècle, avait par exemple appréhendé la géographie comme un vecteur de puissance pour les États, en lien en particulier avec l'appropriation de ce qu'il appelait le *Heartland*, zone au cœur du continent eurasiatique, dont le caractère stratégique reposait sur les ressources disponibles, une configuration relativement plane, et une localisation à proximité des grands foyers de peuplement européens et asiatiques. De façon très différente, et sans doute plus subtile, l'approche mise en avant par Yves Lacoste en France considérait également le savoir géographique comme un domaine stratégique dans le jeu de rivalités entre les acteurs.

Dans un cas comme dans l'autre, l'espace et ses caractéristiques géographiques, biophysiques et matérielles sont appréhendés de manière instrumentale, comme des outils dans les mains des acteurs qui se les approprient, ou les envisagent. Ici, les différentes études de cas nous invitent au contraire à penser les interdépendances entre ces deux domaines, interdépendances rendues de plus en plus visibles avec l'accélération des temporalités des modifications environnementales. Nous voyons en particulier comment les catastrophes naturelles et les transformations visibles de l'environnement et du climat impactent profondément l'agenda géopolitique à toutes les échelles, avec en toile de fond l'influence de l'action humaine sur des temps courts, moyens et longs.

L'environnement en géopolitique n'est plus seulement un élément du décor, ou un cadre instrumentalisé par les acteurs, mais un ensemble pluriel et dynamique, qui dispose de sa propre agentivité, et qui s'inscrit dans une relation dialectique complexe avec les sociétés humaines, leurs organisations socio-économiques et leurs relations politiques. Ce constat appelle donc à des inflexions dans l'analyse géopolitique, pour mieux prendre en compte cette dimension systémique, au sein de laquelle le rôle des acteurs doit être évalué au regard des contextes socio-environnementaux dans lesquels ils s'inscrivent,

et qu'ils modifient en retour. En ce sens, la manière dont les tenants de la *Political Ecology*, ont contribué à décentrer l'analyse du politique au-delà des seuls acteurs humains, est assez exemplaire. Il ne s'agit pas pour autant de prôner ici une géopolitique des non-humains, qui n'aurait pas de sens, mais d'envisager la possibilité d'une articulation entre action humaine et agentivité non-humaine, dont il faudrait désormais pouvoir représenter, par des outils simples – cartographie, schémas, etc. – les impacts réciproques dans le cadre d'études empiriques et territorialisées.

NDLR : Amaël Cattaruzza est directeur scientifique du 36^e Festival International de Géographie de Saint-Dié-des-Vosges, sur le thème « Pouvoir », du 3 au 5 octobre 2025.

SOURCE : [Géopocène : repenser la géopolitique à l'heure de l'anthropocène - AOC media](#)

AOC Analyse Opinion Critique, 3 octobre 2025